

Editorial



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/311>

DOI : 10.4000/grm.311

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

« Editorial », *Cahiers du GRM* [En ligne], 4 | 2013, mis en ligne le 12 décembre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/grm/311> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/grm.311>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© GRM - Association

Editorial

- 1 Ce quatrième Cahier reprend et prolonge les analyses du troisième sur les processus de politisation des milieux étudiants. Aussi en suppose-t-il la méthode d'analyse et les thèses. Nous en rappelons les lignes directrices en trois points.
 1. Il s'agissait de réfléchir sur les effets produits par la conjoncture sur des mobilisations singulières, tout en portant une attention particulière aux propositions organisationnelles et théoriques qui en découlent. Notre but était d'analyser les pratiques théoriques « sous conjoncture », c'est-à-dire de rendre compte non pas seulement de la force pratique que des théories peuvent engager dans une bataille politique, de l'impact des formes de pensée et de vie dans des luttes concrètes, mais aussi des effets réciproques, dialectiques, de ces moments historiques sur la théorie ; ce qui signifiait cerner les formes de contestation en tant que réponses concrètes – élaborées dans des contextes spécifiques – à des problèmes imposés par la dynamique de la contestation et par la confrontation que les militants engagent avec les autorités publiques.
 2. Cette analyse visait à restituer la spécificité du mouvement étudiant tant dans le cycle des contestations de la « saison rouge » qu'à partir des formes organisationnelles forgées au sein des sociétés du capitalisme avancé (ou « tardif »). Formes qui constituent un laboratoire des nouvelles subjectivations politiques qui se développent même en dehors et au-delà des enceintes universitaires.
 3. La nécessité s'imposait ainsi d'étudier spécifiquement la circulation-traduction des mots-d'ordre et des formes de lutte à l'échelle mondiale, c'est-à-dire les effets singuliers sur les mobilisations régionales européennes des événements qui ont marqué la conjoncture internationale.
- 2 Suivant cette analyse, la politisation des mouvements étudiants se tient entre l'affirmation d'une singularité radicale de la condition étudiante et son implication dans les conflits de la sphère socio-économique. Entre ces deux pôles s'ouvre un spectre d'innovation politique qui s'insère plus ou moins consciemment au sein des formations discursives marxistes, tout en critiquant les institutions du mouvement ouvrier. Le mouvement étudiant tend ainsi à exprimer son efficacité en connexion avec le mouvement ouvrier, cette connexion constituant la base d'une transformation réelle du savoir dans les sociétés capitalistes-avancées. C'est l'héritage problématique des formes de concrétisation de cette rencontre étudiants/ouvriers qui fait l'objet d'un véritable refoulement dans la mémoire historique des acteurs de l'époque, et c'est la

mémoire vivante de cet héritage qu'il s'agit de reconstruire. Ce qu'il importait de questionner, c'est la prétendue inefficacité politique, voire la fonction purement symbolique des mouvements étudiants, faute de références théoriques et politiques consistantes. Il s'agit là d'une sous-estimation du potentiel politique exprimé par les mouvements étudiants et par une crise de la fonction sociale de l'Ecole et de l'Université, en particulier de leur articulation avec le marché du travail – une problématique structurelle que la crise économique actuelle intensifie aujourd'hui. Cependant, une telle position suppose de reconnaître comme point-limite d'une concrétisation optimale de ces processus de politisation la disjonction entre, d'un côté, la production de connaissances objectives et, de l'autre, l'impulsion de processus de subjectivation politique, déterminant des degrés d'efficacité qui varient suivant les contextes nationaux. Cerné et reconnu par les mouvements eux-mêmes, ce point-limite se confronte aux impasses du rapport entre théorie et praxis, qu'il s'agit de dépasser par le processus de politisation lui-même, en faisant « de l'université le site de l'émergence d'un projet politique visant à une transformation révolutionnaire de la culture et du rapport entre institution universitaire et le système socio-économique »¹, le milieu universitaire condensant « les contradictions de deux instances dans lesquelles il se trouve inscrit : un régime de structures de production économique et un ensemble d'appareils de reproduction idéologique dont il est la pièce maîtresse. L'institution universitaire devient ainsi le lieu d'éclosion de pratiques et de discours dont les enjeux politiques et sociaux la débordent »². Ce débordement se traduit par les formes d'organisation du mouvement : de l'auto-formation et l'auto-gestion à la question de l'articulation tactique qu'un mouvement étudiant doit opérer – ou refuser – avec les formes historiques des luttes politiques et sociales (partis et syndicats) ; de l'articulation ou de la coupure, revendiquées ouvertement ou élaborées implicitement, vis-à-vis d'autres champs de politisation au sein de la société, ce qui détermine les mots d'ordre et les alliances, à la relation souvent conflictuelle entre les intellectuels traditionnels et les nouveaux « intellectuels-masse » que sont les étudiants. Ces difficultés sont plus ou moins réfléchies, dans la spontanéité créatrice des commencements d'un mouvement. Mais le processus de concrétisation d'un processus qui veut s'affirmer pour durer, et le traitement conscient ou refoulé de ces enjeux, induisent une politisation tendancielle des pratiques des savoirs. S'interroger sur ces modes de politisation, sur la manière dont ils articulent organisation et pensée, comporte un questionnement sur la société qu'ils préfigurent, sur ses formes de division du travail, sur son exercice du pouvoir, sur sa distribution du savoir. Or, dans les milieux étudiants « la critique de la production et de la circulation des savoirs s'accompagne de la recherche d'une autre manière d'organiser et d'expérimenter les modes d'existence de ces savoirs, et de les articuler à des formes d'organisation qui en permettent la modification sur le plan de la constitution matérielle »³.

- 3 Les contributions que réunit le Dossier central de ce Cahier prolongent l'exploration de ces points, sans vouloir aucunement en épuiser les enjeux. Nous avons choisi d'associer à des analyses et à des documents portant sur le mouvement étudiant allemand des contributions qui, tout en s'éloignant de l'étude directe de la conjoncture 1960 ou de la mobilisation étudiante, s'efforcent de cerner certaines manières d'interroger les rapports entre savoir, politique et subjectivité. Les objets sur lesquels se penchent ces contributions gardent des liens généalogiques et thématiques, ne fût-ce que de manière indirecte, avec les problématiques que visait la révolte étudiante : ils en représentent donc un héritage et un devenir. D'une part, on « découvrira » qu'une importante

critique contemporaine de l'inégalité des intelligences et des mythes pédagogiques suppose une confrontation inaugurale entre Jacques Rancière et Louis Althusser à propos du statut politique du savoir et de la Théorie ; et que cette confrontation porte aussi sur le positionnement vis-à-vis de la politisation des étudiants dans les années 1960 et de leur mobilisation en 1968. D'autre part, dans des expériences contemporaines menées au sein du champ de l'éducation, pour lesquelles ont compté les œuvres de Rancière, de Fernand Deligny et de Félix Guattari, et qui gardent du coup un lien avec la « saison rouge » – dans ces expériences donc, on peut reconnaître un souci de la contingence des régulations institutionnelles de l'éducation et de ses ressorts subjectifs qui est comparable aux enjeux immédiats de la politisation étudiante dans les années 1960.

- 4 Ces deux « cas » n'épuisent pas – répétons-le – ce qu'il serait possible d'explorer à partir des luttes étudiantes au XXI^e siècle. Mais il nous semble que les questions qu'ils impliquent en dernière instance restent particulièrement urgentes aujourd'hui : elles portent, d'une part, sur la valeur politique du travail intellectuel jusque dans son aspect formel de pratique de l'étude et de la recherche – ce qui implique la question de la valeur de l'étude et de la recherche dans une situation historique où les conditions concrètes d'une maîtrise de leur articulation à la politique sont absentes ou problématiques ; et, d'autre part, sur le fonctionnement réel des institutions qui organisent l'inscription et la reproduction sociales de l'usage des intelligences – ce qui implique la question de la possibilité d'un usage critique de ces institutions que permettraient leurs contradictions internes.
- 5 C'est sur ces problématiques que portent les travaux recueillis dans le Dossier de ce Cahier. Par leur biais, ce qui est évoqué est le problème des formes qu'assume l'héritage des séquences politiques dans des phases historiques où les conditions de l'agir politique s'absentent ou deviennent opaques. C'est le phénomène que Louis Althusser a baptisé « sous-détermination », caractérisé par l'absence de cette accumulation-condensation de processus historiques qui définit l'ouverture d'une conjoncture révolutionnaire : un phénomène qui renvoie en dernière instance à la question de l'articulation des temporalités au sein d'une séquence et au rapport entre l'agir politique et les durées « longues » que contient l'histoire des sociétés humaines.

NOTES

1. *Cahiers du GRM III*, Editorial, p. 6 <http://grm.revues.org/257>
2. *Ibid.*, p. 12.
3. *Ibid.*, p. 14.